

10 avril 2013

Numéro 014

Update Rio+20 et EU 2020



Conseil fédéral du développement durable

En ligne de mire

- [le follow-up de Rio+20](#)
- [SDGs](#)
- [Post-2015 Development Agenda](#)
- [EU 2020](#)
- [EU 2020, Belgique](#)

Dans ce numéro

[Où en sommes-nous ?](#) 2

[L'OIT sur le Post-2015](#) 2

[Pas de 'business as usual'](#) 2

[L'UE et la crise](#) 3

[Flash](#) 3

[Un nouveau développement durable](#) 3

[Le Sénat regarde vers l'Après-2015](#) 4

La Commission présente sa vision

Fin février, la Commission européenne a présenté sa vision sur les processus concernant le suivi de Rio+20 (avec les [SDG](#)) et le cadre Post-2015 (le successeur des [MDG](#)). L'UE est de plus en plus convaincue de la nécessité d'une [approche intégrée](#). A l'origine, deux communications différentes de la Commission auraient dû paraître mais, sous la pression appuyée de quelques pays – dont la Belgique –, un seul document a finalement été publié. *A Decent Life for All. Ending poverty and giving the world a sustainable future* a été présenté par les commissaires chargés de l'environnement et de la coopération au développement.

Le fait que dans cette communication deux départements collaborent à une vision dans laquelle l'éradication de la pauvreté est structurellement liée au développement durable est un pas en avant. C'est une bonne chose que l'on plaide expressément pour parvenir à une seule série d'objectifs pour après 2015. La communication reste actuellement encore très vague sur de nombreux points. Le travail sur une position finalisée de l'UE va se poursuivre au cours des prochains mois sur base de cette communication.

Celle-ci a déjà engendré de nombreuses réactions, comme par exemple [ECDPM](#), [Caritas Europe](#),

[WWF](#), [ITUC](#), [Hélène De Beir Foundation](#), [EDCSP](#) ou [Euro Coop](#). Le Commissaire Piebalgs a entre temps appelé les citoyens à [réagir à la communication](#), notamment via Twitter.

Le CFDD travaille pour le moment à un deuxième avis sur le suivi de Rio+20 et du Post-2015. La communication de la Commission sera analysée en détail dans cet avis.

(Photo UE)



Avis sur le PNR 2013

[Notre pays](#) doit présenter en avril à la Commission européenne son Programme national de Réforme (PNR) 2013 dans le cadre du Semestre [euro-péen](#). Ce PNR est actuellement en préparation. C'est dans ce contexte que le CFDD a rendu un avis, qui a aussi servi de base

à un entretien au Cabinet du Premier Ministre. Le CFDD demande entre autres dans cet avis que les trois dimensions du développement durable apparaissent dans une approche intégrée tant dans le cadre du Semestre européen que dans le PNR et les [programmes de](#)

[stabilité](#) des Etats membres. Le PNR devrait de plus renvoyer notamment à la vision à long terme pour notre pays et au concept d'une société pauvre en carbone en 2050.

Cet avis peut être obtenu au secrétariat du CFDD.

Où en sommes-nous ?

Le processus autour des [SDG](#) est pour le moment encore le moins avancé. Il avait été convenu à Rio+20 de travailler via un « [Open Working Group](#) ».

Sa [première réunion](#) vient seulement d'avoir lieu les [14 et 15 mars](#). L'Open Working Group doit préparer pour septembre 2014 au plus tard un rapport pour l'Assemblée générale de l'ONU avec une proposition pour les SDG.

Le processus concernant les MDG se déroule en parallèle. Le [High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda](#) va préparer un rapport

pour mai 2013. L'[UN System Task Team](#) va ensuite prendre le relais et il y aura enfin une série de [consultations thématiques et](#)



[nationales](#) sur les MDG, qui devraient aussi être clôturés au premier semestre 2013. Le Secrétaire général va rendre un rapport basé sur tout cela à l'Assemblée générale des Nations unies en

septembre 2013. Un '[special event](#)' sera organisé le 25 septembre. Il ne s'agira sans doute guère plus que d'une journée avec des discussions et des discours. L'Open Working Group sur les SDG va sans doute pouvoir rendre un rapport intermédiaire au Secrétaire général, pour qu'il ait quand même aussi quelques résultats au niveau du processus des SDG.

“The post-2015 framework should therefore include a specific commitment to tackle vertical inequalities of wealth and income, but must also establish universal or “zero targets”.”

([Nicole Metz/Tom Van der Wee, Oxfam](#))

L'Organisation internationale du Travail sur le Post-2015

Les discussions sur le Post-2015 sont très importantes pour l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.). L'O.I.T. avait déjà publié à la fin de l'année passée [une note](#) sur le cadre de développement pour après 2015. Selon l'O.I.T., l'attention doit notamment être portée dans les nouveaux objectifs mondiaux sur le travail décent et le 'social protection floor'.

Une attention toute particulière a aussi été portée au Post-2015 lors de la réunion du [Governing Body](#)

de l'O.I.T. s'étant déroulée du 6 au 28 mars. Une [discussion spéciale](#) sur l'agenda du développement durable après 2015 s'est tenue lors de la High-Level Session et le thème bénéficiera aussi de beaucoup d'attention lors de l'International Labour Conference qui se déroulera du 5 au 20 juin. Un [rapport spécial](#) sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts est prêt. Il y est plaidé pour une approche intégrée de l'environnement et du

développement social dans le cadre d'une transition juste.

Pas de 'business as usual' pour les entreprises

Les entreprises ont un rôle important à jouer dans le cadre du développement après 2015. C'est la thèse d'un [document](#) de [WBCSD](#) et [Global Compact](#) qui a été remis au [High-Level Panel](#) sur le Post-2015, avec le soutien du World Economic Forum, et aux représentants des entreprises dans le Panel. Nous n'y arriverons pas avec du 'business as usual', affirme ainsi ce document. Une posture active est nécessaire, entre autres via des réseaux d'entreprises au niveau national pour le développement durable.

Une [publication](#) récente d'ODI développe plus avant le rôle que les entreprises peuvent jouer. Enfin, une série d'organisations de firmes européennes, dont notamment [BIAC](#), ont signé une [lettre](#) appelant à un rôle plus important des entreprises dans la politique de développement.



L'UE et la crise

Il ressort du dernier [aperçu trimestriel](#) de l'emploi et de la situation sociale dans l'UE que la crise sociale s'aggrave. Il existe ainsi notamment un grave problème de chômage chez les jeunes.

Le Parlement européen a adopté, en préparation du [Sommet de printemps](#), une [résolution](#) sur les aspects sociaux du [Semestre européen](#). Un appel y est notamment lancé pour faire davantage pour lutter contre la pauvreté grandissante. Le Parlement européen demande aussi que les différents parlements, les partenaires sociaux et la société civile jouent un plus grand rôle dans la réalisation du Semestre européen.

Flash

L'UE peut-elle soutenir les systèmes de protection sociale dans les pays du Sud ? Une [étude](#) récente approfondit la question. | Une [ligne du temps](#) du processus Post-2015 du Guardian | MDG ? [Ja-mais entendu parler...](#) C'est ce qui peut être entendu dans quelques communautés locales d'El Salvador. | Si de nouveaux objectifs apparaissent après 2015, alors ceux-ci devront être mieux adaptés aux [solutions locales](#) en Afrique. | Et qu'y a-t-il à l'agenda pour les [femmes](#) ? | Comment

ETUC a entre temps adopté une [position](#) sur l'élaboration de la stratégie EU2020. Le fait que la gouvernance économique soit considérée comme prioritaire par rapport à la gouvernance sociale y est notamment critiqué. EU2020 est subordonné au Semestre européen. ETUC en appelle alors aussi à une réorientation du modèle de gouvernance.

Les résultats d'une étude récente soutenue par l'UE sur les réponses au chômage notamment chez les jeunes ont été rassemblés dans une [publication](#).

Le Commissaire Potočnick a appelé à plus investir dans la [productivité des matières premières](#)

au lieu d'uniquement considérer la productivité du travail. Un bon système de fiscalité verte peut y tenir un rôle important.



ont envoyé un [message](#) clair au High-Level Panel.

pouvons-nous mieux ancrer les [droits humains](#) dans le nouveau cadre de Post-2015 ? | S'attaquer aux [inégalités](#) doit être central, selon un groupe de scientifiques. | Mesurez-vous les inégalités avec le [coefficient de Gini](#) ? Où existe-t-il d'autres instruments de mesure ? | [Jeffrey Sachs](#) a participé à la rédaction de quelques documents de fond pour la réunion du High-Level Panel à Bali. | S'est tenue à Bonn du 20 au 22 mars une grande [conférence](#) de la société civile sur le Post-2015. Les participants

“The absurd conceptualisation of countries as either developed or developing; the ruinous failure to integrate the environment into development; (...) – all now consigned to the dustbin.”

([Jonathan Glennie](#))

Vers un nouveau développement durable

Un groupe de scientifiques plaident, dans [un article](#) paru récemment dans Nature, pour un cadre unifié de SDG, en partant d'une nouvelle vision du développement durable. Les auteurs veulent un nouveau paradigme, dans lequel on sortirait du 'modèle des piliers' du développement durable et où les limites naturelles seraient les nouvelles bases du système. Les auteurs affirment que la définition 'classique' du développement durable reprise du rapport Brundtlandt devrait être reformulée comme suit : « *development that*

meets the needs of the present while safeguarding Earth's life-support system, on which the welfare of current and future generations depends ». Les auteurs formulent sur cette base une proposition de SDG reposant d'une part sur une mise à jour des MDG et d'autre part sur une série de « planetary must-haves ». 6 grands SDG sont déterminés dans cette proposition (thriving lives and livelihoods, sustainable food security, sustainable water security, universal clean energy, healthy and productive ecosystems, go-

vernance for sustainable societies), qui devraient alors chaque fois être traduits en objectifs concrets.



Conseil Fédéral du Développement Durable

Boulevard du Jardin Botanique, 50 bte
70
1000 Bruxelles

Tel. 02 743 3150
E-mail: mail@frdo-cfdd.be

*Cette lettre d'information est produite sous la responsabilité du secrétariat du **Conseil fédéral du Développement durable (CFDD)**. Le CFDD rend des avis pour les autorités belges sur la politique fédérale de développement durable. Le Conseil organise également des activités pour élargir la base sociétale du développement durable.*

Contact: Jan Mertens | jan.mertens@frdo.be | 02 743 3154

Web:

www.frdo-cfdd.be

Le Sénat regarde vers l'Après-2015

Le [groupe de travail coopération au développement – Post 2015 MDG](#) du Sénat a organisé le 14 mars une [journée d'étude](#) ayant pour titre « The Future We Want for All » ([programme](#)), préparée en collaboration avec le mouvement Nord-Sud.

De nombreux orateurs captivants ont pris la parole. Ainsi, Jan Vandemoortele, un des architectes des MDG, a lancé un appel fort pour ne pas faire du nouveau cadre après 2015 un agenda du Nord pour le Sud, mais au contraire un projet universel. Jean-Pascal van Ypersele a souligné la grande importance de la satisfaction des besoins en énergie de chacun, entre autres via le programme [SE4All](#).

Olivier De Schutter a plaidé pour l'élargissement de la sécurité

sociale, via un [fonds mondial](#). Pour Rudy Delarue (O.I.T.), un tel système mondial de protection sociale n'est pas encore atteignable à l'heure actuelle mais la redistribution et le fait de s'attaquer aux inégalités doivent cependant bien être centraux. Gorik Ooms (Institut de Médecine tropicale) s'est exprimé sur l'importance centrale de la santé dans le débat sur le Post-2015. Envisager la santé dans le contexte de la sécurité sociale est une bonne chose, me cela ne peut s'accompagner d'un renvoi à la propre responsabilité des Etats. Un transfert mondial de moyens est nécessaire.

Le Ministre de la Coopération au Développement Labille a réagi aux différentes interventions, tout comme des membres du Parlement des diffé-

rents groupes politiques. Le Sénat travaille maintenant à une résolution à destination du gouvernement fédéral, sur base des résultats de cette journée d'étude.

Rudy De Meyer (11.11.11) et Nicolas Van Nuffel (CNCD-11.11.11) ont encore énoncé un mot de clôture à la fin de cette journée d'étude. Ils ont appelé le gouvernement à maintenant passer à l'action, notamment dans le débat sur l'architecture financière.

(Photo: Guy Goossens, Sénat)

